

ASSEMBLEE NATIONALE

Groupe U.N.R.-U.D.T.

PARIS, le 5 Novembre 1965

Le Président

Mon cher Compagnon,

J'ai retardé de quelques jours la parution du Bulletin du mois d'octobre de façon à pouvoir vous communiquer le texte intégral de l'allocution que le Général de Gaulle devait prononcer le 4 novembre à la Télévision.

Vous trouverez ce texte joint.

Je pense que vous l'avez d'ailleurs tous entendu hier soir et que, comme moi-même, vous avez éprouvé une immense satisfaction en apprenant la décision du Chef de l'Etat.

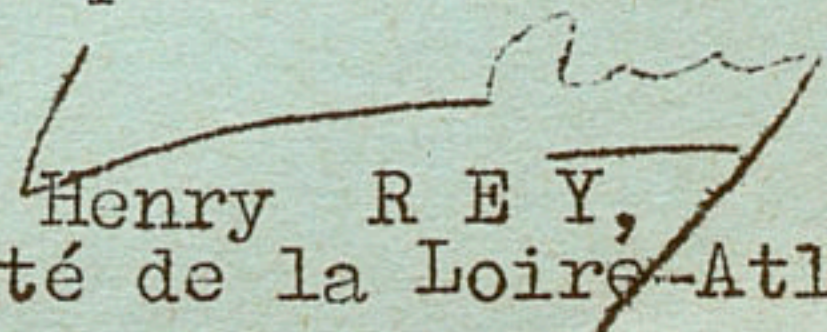
Pour nous, l'annonce ainsi faite officiellement de la candidature du Général de Gaulle pour un second septennat, fait disparaître l'inquiétude qui pouvait encore subsister à propos de sa décision.

Maintenant que nous savons à quoi nous en tenir en ce domaine capital pour l'enracinement des institutions de la Vème République, notre devoir est clair : nous devons participer à la campagne qui va s'ouvrir mais, je vous le rappelle, nous ne devons pas le faire comme s'il s'agissait d'un quelconque candidat.

Les modalités de l'action que vous pouvez mener à cet égard vous ont déjà été exposées, je vous demande de bien vouloir les respecter de telle sorte que cette action corresponde à ce que le Chef de l'Etat est en droit d'attendre de nous. Le style de notre appui doit être le reflet du style même que le Général de Gaulle entend donner à la préparation de cette élection.

Je compte sur chacun d'entre vous pour que, dans notre sphère, nous fassions tout ce qui est en notre pouvoir afin que les résultats de cette élection correspondent à ce que nous souhaitons, c'est-à-dire, qu'une majorité écrasante puisse se dégager des profondeurs de la Nation pour maintenir à la tête de l'Etat celui qui le sert depuis 25 ans avec tant de noblesse, de dévouement et d'efficacité dans l'action.

Je vous demande de croire, mon cher Compagnon, à l'expression de mes sentiments les plus cordiaux.


Henry R E Y,
Député de la Loire-Atlantique.

ASSOCIATION NATIONALE
POUR LE SOUTIEN DE L'ACTION DU GÉNÉRAL DE GAULLE

ALLOCUTION PRONONCÉE
PAR LE GÉNÉRAL DE GAULLE
PRÉSIDENT DE LA RÉPUBLIQUE

LE 4 NOVEMBRE 1965, AU PALAIS DE L'ÉLYSÉE

Françaises, Français !

Il y a 25 ans, lorsque la France roulait à l'abîme, j'ai cru devoir assumer la charge de la conduire jusqu'à ce qu'elle fût libérée, victorieuse et maîtresse d'elle-même. Il y a 7 ans, j'ai cru devoir revenir à sa tête pour la préserver de la guerre civile, lui éviter la faillite monétaire et financière et bâtir avec elle des institutions répondant à ce qu'exigent l'époque et le monde modernes. Depuis lors, j'ai cru devoir exercer les pouvoirs de Chef de l'Etat, afin qu'elle puisse accomplir, au profit de tous ses enfants, une étape sans précédent de son développement intérieur, recouvrer la paix complète et acquérir dans l'univers une situation politique et morale digne d'elle. Aujourd'hui, je crois devoir me tenir prêt à poursuivre ma tâche, mesurant en connaissance de cause de quel effort il s'agit, mais convaincu qu'actuellement c'est le mieux pour servir la France.

Car, ainsi, notre pays se voit offrir le meilleur moyen de confirmer, par ses suffrages, le régime stable et efficace que nous avons ensemble institué. Que l'adhésion franche et massive des citoyens m'engage à rester en fonction, l'avenir de la République nouvelle sera décidément assuré. Sinon, personne ne peut douter qu'elle s'écroulera aussitôt et que la France devra subir, — mais cette fois sans recours possible —, une confusion de l'Etat plus désastreuse encore que celle qu'elle connut autrefois.

Françaises, Français ! C'est dire que, suivant votre choix, notre pays pourra, ou non, continuer la grande œuvre de rénovation où il se trouve engagé. Or, qu'il s'agisse de son unité, de sa prospérité, de son progrès social, de sa situation financière, de la valeur de sa monnaie,

de ses moyens de défense, de l'enseignement donné à sa jeunesse, du logement, de la sécurité, de la santé de sa population, l'avance qu'il a réalisé depuis 7 ans apparaît comme éclatante. Certes, il y a encore, il y aura toujours, beaucoup à faire. Mais, comment y parviendrait-on, si l'Etat, livré aux partis, retombait dans l'impuissance ? Au contraire, quel élan nouveau prendra notre République quand celui qui a l'honneur d'être à sa tête aura été approuvé par vous dans son mandat national !

En même temps, se trouvent en jeu : la situation et l'action de la France dans un monde au-dessus duquel planent d'incommensurables dangers ; l'indépendance reprise sans renier nos amitiés ; la coopération pratiquée avec des peuples où notre colonisation était devenue anachronique et, souvent, sanglante ; l'union de l'Europe Occidentale poursuivie de telle sorte qu'elle s'organise dans des conditions équitables et raisonnables, que la France y reste elle-même et, qu'au plus tôt, tout notre Continent puisse s'accorder pour marcher en commun vers la paix et le progrès ; le rayonnement de notre culture vivifié et grandissant ; la considération et l'audience des autres peuples justement obtenues par nous en soutenant partout la cause de la libération, du développement et de l'entraide dont dépend désormais le sort de la communauté humaine. Eh bien ! Voici que le monde entier regarde vers vous pour savoir si vous allez, par votre vote, ratifier ou effacer ce que nous avons accompli au-dehors, appuyer ou empêcher ce que nous sommes en voie d'y réussir.

Une grande responsabilité nationale incombera donc, dans un mois, à vous toutes et à vous tous. Telle est, d'ailleurs, la raison d'être de la loi constitutionnelle qui s'appliquera pour la première fois et en vertu de laquelle le peuple français tout entier désignera le Chef de l'Etat, garant du destin de la nation. En élisant le Président de la République, il vous sera donné de fixer, en conscience, par-dessus toutes les sollicitations des tendances partisans, des influences étrangères et des intérêts particuliers, la route que va suivre la France. A moi-même, que vous connaissez bien après tout ce que nous avons fait ensemble dans la guerre et dans la paix, chacune de vous, chacun de vous, aura l'occasion de prouver son estime et sa confiance.

Ainsi devant tous les peuples, le scrutin historique du 5 Décembre 1965 marquera le succès ou le renoncement de la France vis-à-vis d'elle-même. Françaises, Français ! J'espère, je crois, je sais, qu'elle va triompher grâce à vous !

Vive la République !

Vive la France !